# Tribune de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, dans "Le Figaro", "Washington Post" et "Al Hayat" du 4 novembre 2014, sur la situation en Syrie, intitulée "Après Kobané, il faut sauver Alep".

2014-11-04

Stoppé in extremis à Kobané, le groupe terroriste Daech dirige désormais ses assassins vers les autres points de la frontière syro-turque. Au bout de la route : Alep, bastion de l'opposition modérée.

Alep, deuxième ville de Syrie, patrimoine de l'humanité, est cette cité martyre de la résistance que Bachar al-Assad n'a cessé de bombarder depuis 2012. Alep fait face aujourd'hui à la menace d'être prise en tenailles entre les barils d'explosifs du régime et les égorgeurs de Daech.

L'encerclement est déjà presque total. La ville n'est plus reliée à l'extérieur que par une seule route menant à la Turquie. Fidèle à sa politique de famine, le régime cherche à tuer la résistance par la faim et par le froid. Trois cent mille Aleppins tiennent bon alors qu'un million d'entre eux ont déjà quitté la ville pour rejoindre la cohorte des réfugiés. Ils sont menacés de cette même mort que le régime a infligée à Homs l'an dernier et qu'il impose à la banlieue de Damas.

À moins qu'en laissant prospérer Daech sur le flanc Est d'Alep, le dictateur préfère livrer la ville aux atrocités des terroristes. Les Aleppins paieront alors pour Kobané, où Daech est pour l'heure stoppé.

En réalité, Bachar al-Assad et Daech sont les deux faces d'une même barbarie. C'est Bachar qui a largement créé le monstre, en libérant les djihadistes qui allaient le nourrir. Son ambition retorse était d'apparaître aux yeux du monde comme l'unique rempart contre l'extrémisme. Mais les faits ne laissent aucune prise à cette imposture : combien de fois le régime, si constant dans le martyre de sa propre population, a-t-il bombardé Daech ? A-t-il seulement cherché à sauver Kobané du désastre, alors même que le PYD kurde avait combattu à ses côtés ? Non, son choix fut de ne rien faire.

Car ces deux barbaries se retrouvent dans une volonté commune d'anéantir l'opposition modérée. D'où leur choix de cibler son bastion, Alep, qui représente une alternative politique, la seule capable de préserver la perspective d'une Syrie ouverte, pluraliste et démocratique - cette Syrie que le régime et Daech refusent.

Abandonner Alep, ce serait condamner la Syrie à des années de violences. Ce serait la mort de toute perspective politique. Ce serait la fragmentation d'un pays livré à des «seigneurs» de guerre de plus en plus radicalisés. Ce serait l'exportation du chaos intérieur de la Syrie vers ses voisins irakiens, libanais, jordanien, déjà si fragiles. Et que personne ne se méprenne : Bachar al-Assad, «seigneur de guerre» parmi tant d'autres, ne les vaincra pas plus qu'il n'est capable aujourd'hui de vaincre Daech.

Abandonner Alep, ce serait condamner trois cent mille hommes, femmes et enfants, à une alternative terrible : siège meurtrier sous les bombes du régime ou barbarie des terroristes de Daech.

La France ne peut se résoudre ni à la fragmentation de la Syrie, ni à l'abandon des Aleppins à un sort atroce. C'est pourquoi, avec nos partenaires de la coalition, nous devons porter nos efforts sur Alep. Avec deux objectifs clairs : renforcer notre soutien à l'opposition modérée syrienne et protéger la population civile des crimes jumeaux du régime et de Daech. Après Kobané, il faut sauver Alep.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 13 novembre 2014

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/192902-tribune-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du-dev